

Références : 20240212_UID4243_EAR_24_045
Code AIOT : 0010500189

St Etienne, le 12 février 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/02/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

BEL MAILLE

32 RUE PAUL FORGE
BP 6
42153 Riorges

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/02/2024 dans l'établissement BEL MAILLE implanté 32 RUE PAUL FORGE (ex rue Clément ADER) 42153 Riorges. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'ancien exploitant du site, M. BEL, s'est accordé avec le mandataire judiciaire de l'entreprise BEL MAILLE en cessation d'activité, pour prendre à sa charge les études et travaux nécessaires à la gestion des pollutions constatées sur site après les premiers diagnostics. Il a transmis des compléments d'information sur l'état des sols, eaux souterraines et gaz du sol, ainsi qu'un plan de gestion proposant le maintien en place des pollutions constatées début 2024. L'inspection avait pour but de faire un point sur les études rendues et la situation du site pour clôturer la cessation d'activité.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BEL MAILLE
- 32 RUE PAUL FORGE (ex rue Clément ADER) 42153 Riorges
- Code AIOT : 0010500189
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La S.A.S BEL MAILLE était spécialisée dans le tricotage, le lavage, le blanchiment et les apprêts (essentiellement chimique) des matières textiles.

Le site était réglementé par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 21 octobre 2005 modifié et par l'arrêté préfectoral du 6 avril 2010 portant prescriptions complémentaires « Etude des rejets de substances dangereuses dans l'eau » RSDE.

Cette société qui employait 58 personnes a été placée en redressement judiciaire le 4 juin 2014 avec comme administrateur judiciaire Maître Eric Etienne MARTIN, AJ PARTENAIRE, 8-9 place Georges Clemenceau, 42 300 Roanne.

Par jugement du 16 octobre 2014, le TRIBUNAL DE COMMERCE DE ROANNE a ouvert une procédure de liquidation judiciaire à l'encontre de la S.A.S BEL MAILLE avec arrêt des activités le 17 octobre 2014 à 12h.

Suite à la transmission du dossier de cessation, l'arrêté préfectoral n°427-DDPP-15 du 1er octobre 2015 portant prescriptions complémentaires a été pris. L'ancien exploitant, en sa qualité de propriétaire des installations, s'est substitué au Liquidateur Judiciaire pour gérer la cessation d'activité et les obligations qui en découlent.

Contexte de l'inspection :

- Récolement

Thèmes de l'inspection :

- Eaux souterraines
- Sites et sols pollués

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'exploitant a conduit toutes les études prescrites et assure depuis septembre 2022 le suivi des eaux souterraines à partir de 5 piézomètres dont un amont hors site. L'ensemble des données disponibles (dont une évaluation quantitative du risque sanitaire qui conclut à l'absence de risque pour les employés sur la base d'un usage futur économique), conduisent l'exploitant à proposer de ne pas traiter la zone polluée (au droit de la travée 4 du bâtiment) d'autant qu'une excavation poserait des problèmes pour la stabilité de la structure.

Dans la mesure où les données seront complétées dans les prochaines semaines par des analyses d'air ambiant dans la travée concernée, l'inspection propose d'attendre le rapport relatif à ces nouvelles analyses et le rapport final de gestion du site pour statuer sur les suites à donner (traitement de la zone polluée ou maintien des pollutions en place avec, dans tous les cas suivi des eaux souterraines en vue de la production d'un bilan quadriennal au printemps 2026).

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Sites et sols pollués	Arrêté Préfectoral du 01/10/2015, article 4.1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
7	Sites et sols pollués	Arrêté Préfectoral du 01/10/2015, article 5	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Sites et sols pollués	Arrêté Préfectoral du 01/10/2015, article 2	Sans objet
2	Sites et sols pollués	Arrêté Préfectoral du 01/10/2015, article 2.4	Sans objet
3	Sites et sols pollués	Arrêté Préfectoral du 01/10/2015, article 2.6	Sans objet
4	Sites et sols pollués	Arrêté Préfectoral du 01/10/2015, article 3.1	Sans objet
6	Sites et sols pollués	Arrêté Préfectoral du 01/10/2015, article 4.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site est exploité (stockage de matières plastiques par l'entreprise RETAL). Le transformateur PCB

a été évacué. Les piézomètres installés pour le suivi des eaux souterraines sont en bon état. L'ancien exploitant devra s'assurer auprès de l'exploitant voisin BEL BOX que le piézomètre amont (situé sur son établissement) soit toujours protégé et accessible. Les analyses « air ambiant » en cours au jour de l'inspection feront l'objet d'un rapport à transmettre à l'inspection.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Sites et sols pollués

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/10/2015, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance eaux souterraines
Prescription contrôlée : Si des pollutions sont identifiées dans les sols, l'exploitant est tenu de surveiller la qualité des eaux souterraines situées au droit et à proximité de son site, conformément aux dispositions du présent Article.
Constats : L'exploitant surveille régulièrement les eaux souterraines à partir de 5 piézomètres (4 sur site et 1 hors site en amont, sur le terrain de la société voisine BEL BOX) depuis Septembre 2022. Les conditions de surveillance respectent les dispositions imposées
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : La surveillance doit être poursuivie a minima jusqu'à production d'un bilan quadriennal à rythme semestriel (basses eaux et hautes eaux), soit jusqu'au printemps 2026. L'exploitant transmettra les rapports à l'inspection au fur et à mesure de leur mise à disposition par son prestataire, accompagnés de ses commentaires en cas d'évolution notable.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Sites et sols pollués

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/10/2015, article 2.4
Thème(s) : Risques chroniques, Paramètres à surveiller
Prescription contrôlée : Les paramètres ci-dessous feront l'objet d'analyses à fréquence trimestrielle, avec des analyses en période de hautes eaux et de basses eaux. <ul style="list-style-type: none"> • Hydrocarbures totaux • COHV 1fr • Métaux • PCB • BTEX... Ils seront complétés par toutes les substances identifiées en quantité significative dans les sols. Les analyses seront effectuées selon les normes en vigueur.
Constats : L'ensemble des paramètres à surveiller sont suivis depuis le 1er prélèvement pris en compte (septembre 2022). Si certaines pollutions ont pu être relevées lors de ce 1er prélèvement, l'évolution visible par le suivi réalisé est positive (diminution des concentrations, voire non détection de certains paramètres détectés à l'origine). Le Nickel est le seul paramètre clairement présent dans les eaux souterraines, aussi bien sur le piézomètre amont que sur les ouvrages aval. Son origine suspectée est un stock de mâchefer sur un ancien dépôt SNCF à proximité du site.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Poursuite de la surveillance semestrielle sur les paramètres pertinents. Etablissement d'un bilan quadriennal après les analyses du printemps 2026 pour proposer les suites opportunes.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Sites et sols pollués

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/10/2015, article 2.6
Thème(s) : Risques chroniques, Durée de la surveillance
Prescription contrôlée : La surveillance sera poursuivie tant que la qualité des eaux n'aura pas rejoint l'objectif défini en accord avec l'inspecteur des installations classées. Toute demande de révision du programme de surveillance des eaux souterraines sera accompagnée d'un dossier technique dûment argumenté.
Constats : La surveillance est régulière depuis Septembre 2022 et respecte les attendus. Le prestataire propose en l'argumentant un allègement de la surveillance (exclusion de certains paramètres peu pertinents désormais). L'exploitant pourra confirmer cette demande pour les prélèvements à venir. Le bilan quadriennal à produire au printemps 2026 proposera les allègements qui seront justifiés par les données consolidées de la surveillance.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Commentaires sur les évolutions si concentrations constatées à hausse lors des prélèvements à venir Allègement à proposer si souhait confirmé par l'exploitant (le bureau d'études qui accompagne l'exploitant a mentionné lors de l'inspection que la suppression de certains paramètres ne modifiera pas les conditions de prélèvements, et n'aura pas d'impact significatif sur le coût des prestations)
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Sites et sols pollués

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/10/2015, article 3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Etat des lieux diagnostic
Prescription contrôlée : Afin d'identifier l'impact éventuel de la pollution constatée sur les milieux, la société BEL MAILLE réalisera une étude comprenant à minima les éléments suivants <ul style="list-style-type: none"> - une analyse historique du site permettant d'identifier les activités passées susceptibles d'être à l'origine de la pollution; - une étude de la vulnérabilité de l'environnement sur la base - des éléments issus d'une visite des lieux et de ses environs immédiats - des paramètres conditionnant les modes de transfert des polluants • un diagnostic des milieux (sols, eaux souterraines, superficielles et air si nécessaire). Ce diagnostic permettra notamment de circonscrire les différentes pollutions constatées. Les résultats seront représentés sous forme de schémas conceptuels, le but étant de cerner les enjeux important à protéger.
Constats : L'exploitant a fait procéder à l'ensemble des études requises, y compris les compléments demandés par l'inspection pour appuyer sa proposition de ne pas procéder à l'excavation de la zone polluée (située à l'intérieur de la travée 4 du bâtiment exploité). Les rapports d'analyses historique, de vulnérabilité de l'environnement, des sols et eaux souterraines, des gaz du sol, l'évaluation des risques sanitaires pour les usagers (usage économique identique à la dernière

<p>période d'exploitation) ont été transmis à l'inspection, mis à jour selon les demandes de précision qui ont pu être formulés.</p> <p>L'exploitant a fait procéder à l'installation de capteurs d'air ambiant (2 dans le bâtiment à proximité de la zone polluée, 1 à l'extérieur pour référence) et transmettra à l'inspection le rapport d'analyses qui sera produit par son prestataire.</p> <p>L'ensemble des éléments disponibles conduit le prestataire à proposer le maintien en place des pollutions avérées, en l'absence de risque sanitaire pour un usage économique.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Transmission du rapport d'analyses sur les mesures d'air ambiant. Transmission d'un rapport définitif consolidant les éléments disponibles et proposant un argumentaire final sur la suite souhaitée</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>N° 5 : Sites et sols pollués</p>
<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/10/2015, article 4.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Mesures de gestion</p>
<p>Prescription contrôlée : A l'issue du diagnostic du site et de la caractérisation de l'état des milieux, des mesures de gestion seront proposées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le prestataire dans son rapport "Rapport 2022- déf D4734-20-001-IndA-DIAG-Bel Maille - RIORGES (42)" conclut sur deux recommandations contradictoires :</p> <p><i>"- Compte-tenu des conclusions établies en 2018 dans le cadre de l'ARR, confirmées en 2022 par la mise à jour théorique de cette dernière, mettant en évidence l'absence de risque inacceptable au droit du site pour les usagers de ce dernier, pour la voie d'exposition inhalation, selon les hypothèses considérées, INGEOS recommande de garder en mémoire les données environnementales collectées sur les sols.</i></p> <p>- Aucune action corrective n'est préconisée dans le cadre d'un maintien de l'usage industriel.</p> <p>- Dans le cas d'un éventuel projet futur d'aménagement du site avec ou sans changement d'usage, nous recommandons de procéder à la purge des terrains sous-jacents (1er mètre) au dallage béton dans le secteur des sondages S3/S6/S8."</p> <p>La seconde recommandation n'est pas reportée sur les versions ultérieures de son rapport, sans explication particulière. Lors de l'inspection du 8 février 2024, il a été constaté que des travaux d'aménagement du bâtiment étaient en cours (le site a été vendu deux fois depuis la cessation d'activité, l'ancien dirigeant M. BEL a pris la responsabilité des actions à conduire pour la gestion des pollutions).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Production d'un rapport final (ou d'une ultime version du rapport final incluant les conclusions résultant des analyses "air ambiant") permettant de lever l'ambiguïté relative à la nécessité et à l'impossibilité technique ou non de procéder au traitement de la zone polluée</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 6 : Sites et sols pollués

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/10/2015, article 4.2
Thème(s) : Risques chroniques, Analyse des risques résiduels
Prescription contrôlée : Si, par des mesures de gestion à un coût raisonnable, il ne peut être supprimé tout contact entre les pollutions et les personnes, l'exploitant devra réaliser une analyse des risques résiduels. Les calculs de risque seront réalisés à partir des concentrations résiduelles fixées dans le mémoire de réhabilitation. Pour cela, on procédera à l'additivité des risques pour les substances à seuil ayant le même effet sanitaire sur le même organe cible et les risques seront additionnés pour les substances ayant des effets sans seuil de dose. Le résultat de cette analyse de risques résiduels devra garantir la compatibilité de l'état des milieux avec les usages futurs prévus. Le cas échéant, les mesures de gestion seront révisées jusqu'à l'obtention d'une exposition résiduelle acceptable. A l'issue des étapes précédentes, l'exploitant s'assurera des mesures de surveillance environnementale à maintenir visant à évaluer l'efficacité des mesures de gestion retenues.
Constats : L'exploitant a produit une évaluation quantitative du risque sanitaire en 2019, pour démontrer que, sans traitement de la zone polluée au droit de la travée 4 du bâtiment, l'état des sols est compatible avec l'usage défini à savoir un usage économique. A la demande de l'inspection, il a corrigé et modifié son rapport en 2022 sur les points qui le nécessitaient à savoir - justifier les voies d'exposition retenues - justifier l'absence du fluorène pour la voie d'exposition « inhalation » - corriger la VTR « inhalation sans seuil » du TCE : $10^{-6} \mu\text{g}/\text{m}^3$ (valeur ANSES) et non $4,3 \cdot 10^{-7} \mu\text{g}/\text{m}^3$ (choix de l'évaluateur) - justifier certains paramètres d'entrée pour confirmer leur pertinence - préciser les raisons de la distinction réalisée entre les concentrations « à seuil » et « sans seuil » pour l'inhalation de poussières Il a par ailleurs utilisé les données disponibles en 2022 (nouvelles analyses eaux souterraines, analyses des gaz du sol) et l'Evaluation du risque sanitaire montre que le maintien des pollutions dans les sols est compatible avec l'usage futur économique. L'exploitant a précisé que le tènement industriel a été cédé deux fois depuis la cessation, et l'activité qui y est exercée est une activité de stockage de produits combustibles (exploitant actuel RETAL - pièces plastiques). Trois capteurs ont été mis en place (deux à l'intérieur de la travée 4 et un extérieur pour référence) pour analyses de l'air ambiant sur la zone polluée. Le rapport après analyses reste à produire
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Transmettre le rapport d'analyses de l'air ambiant dès qu'il est disponible Transmettre le rapport final avec les conclusions et recommandations proposées pour justifier de l'absence de risque sanitaire pour les employés et proposer les suites adaptées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Sites et sols pollués

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/10/2015, article 5
Thème(s) : Risques chroniques, Bilan quadriennal

Prescription contrôlée :

Dans tous les cas, à l'issu des investigations sur site [et hors site] et des mesures de gestion proposées, un bilan quadriennal de surveillance des milieux devra être proposé et soumis à l'avis de l'inspection des installations classées.

Constats :

Le bilan quadriennal sera à produire après 8 campagnes d'analyses des eaux souterraines (1ère campagne validée : Septembre 2022) soit au printemps 2026. Les 5 piézomètres du site ont été vérifiés lors de l'inspection, ils sont en bon état et bien protégés.

L'exploitant a produit un rapport intermédiaire sur la base des campagnes déjà réalisées qui montre l'évolution favorable de la qualité des eaux souterraines (excepté sur le paramètre Nickel présent tant en amont qu'en aval du site et résulterait de l'entraînement de polluants par lixiviation d'un stockage de mâchefers anciennement exploité par la SNCF en amont du site).

Le transformateur PCB a été évacué en filière appropriée et l'exploitant a produit le bordereau de suivi de déchets correspondant à cette évacuation. Un nouvel équipement est désormais en place.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmettra à l'inspection les rapports d'analyses des eaux souterraines au fur et à mesure de leur établissement, avec ses commentaires en cas d'évolution notable des concentrations en polluants.

Sur production des dernières données analytiques (air ambiant) et bilan final argumenté, l'exploitant pourra proposer le maintien en place des pollutions. L'inspection sur la base de ces derniers éléments, s'ils confirment l'absence de risque sanitaire, l'inspection proposera d'acter la cessation d'activité.

Le placement du site en Secteur d'Information sur les Sols sera envisagé à production du bilan quadriennal.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois